

Cour fédérale



Federal Court

Date : 20190328

Dossier : T-1499-16

Référence : 2019 CF 383

[TRADUCTION FRANÇAISE CERTIFIÉE, NON RÉVISÉE]

Ottawa (Ontario), le 28 mars 2019

En présence de madame la juge McDonald

RECOURS COLLECTIF ENVISAGÉ

ENTRE :

BRUCE WENHAM

demandeur

et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

défendeur

ORDONNANCE ET MOTIFS

[1] Le 1^{er} novembre 2018, dans l'arrêt *Wenham c Canada (Procureur général)*,

2018 CAF 199, la Cour d'appel fédérale a autorisé la présente instance comme recours collectif

et nommé le demandeur, Bruce Wenham, représentant du groupe suivant : [TRADUCTION]

« toutes les personnes dont les demandes présentées dans le cadre du Programme de contribution

pour les survivants de la thalidomide ont été rejetées parce qu'elles n'ont pas fourni la preuve d'admissibilité requise » (au paragraphe 66).

[2] Dans la présente requête, le demandeur sollicite une ordonnance pour qu'un avis de certification soit notifié aux 168 membres du groupe dont les demandes présentées dans le cadre du Programme de contribution pour les survivants de la thalidomide (le PCST) de 2015 ont été rejetées. Le demandeur sollicite également la tenue d'une conférence de règlement des litiges en vertu de l'article 386 des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106 (les Règles).

[3] À la suite de la décision de la Cour d'appel fédérale, qui a autorisé la présente instance comme recours collectif, le gouvernement du Canada a annoncé, le 9 janvier 2019, qu'un nouveau programme, soit le Programme canadien de soutien aux survivants de la thalidomide (le PCSST), serait lancé au printemps de 2019. Cette annonce a été faite sans que le demandeur ou les avocats du groupe en aient été informés au préalable. Le nouveau programme ciblera vraisemblablement les membres éventuels du groupe.

[4] À ce jour, aucun autre détail sur le PCSST n'a été annoncé.

[5] Le défendeur s'oppose à la requête du demandeur et soutient que la notification de l'avis aux membres de groupe devrait être repoussée jusqu'à ce que de plus amples renseignements sur le PCSST soient annoncés. Il a déposé un affidavit de Cindy Moriarty, directrice exécutive à Santé Canada et responsable du PCST. Dans cet affidavit daté du 20 mars 2019, M^{me} Moriarty

affirme ce qui suit : [TRADUCTION] « Je m'attends à ce que les renseignements détaillés sur le nouveau programme puissent être publiés en avril 2019. »

[6] Selon le défendeur, comme une annonce sur le nouveau PCSST est imminente, la notification de l'avis de certification aux membres du groupe serait source de confusion. Il demande donc que la notification de l'avis soit reportée jusqu'à ce que les détails du nouveau programme soient annoncés.

[7] Le demandeur soutient quant à lui que la notification de l'avis de certification au groupe ne devrait pas être repoussée, et que toute confusion qui pourrait découler de l'annonce des détails du PCSST pourra être dissipée par les renseignements fournis aux membres du groupe. Le demandeur sollicite une ordonnance portant que l'avis de certification soit immédiatement notifié et qu'une période d'exclusion soit établie.

ANALYSE

Avis de certification

[8] Les exigences relatives aux avis sont énoncées aux paragraphes 334.32(1) et 334.32(5)

des Règles :

334.32 (1) Lorsqu'une instance est autorisée comme recours collectif, le représentant demandeur en avise les membres du groupe.

334.32 (1) Notice that a proceeding has been certified as a class proceeding shall be given by the representative plaintiff or applicant to the class members.

[...]

(5) L'avis comporte les éléments suivants :

- a) un sommaire de l'instance, notamment une mention des nom et adresse du représentant demandeur et des réparations demandées;
- b) des instructions quant à la façon dont les membres du groupe peuvent s'exclure du recours collectif et la date limite pour le faire;
- c) un énoncé des conséquences financières possibles de l'instance pour les membres du groupe et du sous-groupe;
- d) un sommaire des conventions relatives aux honoraires et débours qui sont intervenues entre :
 - (i) le représentant demandeur et l'avocat inscrit au dossier,
 - (ii) le représentant demandeur du sous-groupe et l'avocat inscrit au dossier, dans le cas où le destinataire de l'avis est membre d'un sous-groupe;
- e) s'agissant d'une action, un sommaire des demandes reconventionnelles présentées par ou contre le groupe ou le sous-groupe, y compris les réparations qui y sont demandées;
- f) une mention portant que le jugement rendu sur les points de

[...]

(5) The notice shall

- (a) describe the proceeding, including the names and addresses of the representative plaintiff or applicant, and the relief sought;
- (b) state the time and manner for a class member to opt out of the proceeding;
- (c) describe the possible financial consequences of the proceeding to the class and subclass members;
- (d) summarize any agreements respecting fees and disbursements:
 - (i) between the representative plaintiff or applicant and that representative's solicitor, and
 - (ii) if the recipient of the notice is a member of a subclass, between the representative plaintiff or applicant for that subclass and that representative's solicitor;
- (e) in the case of an action, describe any counterclaim being asserted by or against the class or any subclass, including the relief sought in the counterclaim;
- (f) state that the judgment on the common questions of law or

droit ou de fait communs liera tous les membres du groupe ou du sous-groupe non exclus du recours collectif, qu'il soit favorable ou défavorable;

fact for the class or subclass, whether favourable or not, will bind all of the class members or subclass members who do not opt out of the proceeding;

g) un énoncé du droit éventuel de chaque membre du groupe ou du sous-groupe de participer à l'instance;

(g) describe the right, if any, of the class or subclass members to participate in the proceeding; and

h) l'adresse où les membres du groupe peuvent envoyer toute question relative à l'instance.

(h) give an address to which class members may direct inquiries about the proceeding.

[9] L'article 334.21 de Règles, qui porte sur l'exclusion, est rédigé comme suit :

334.21 (1) Le membre peut s'exclure du recours collectif de la façon et dans le délai prévus dans l'ordonnance d'autorisation.

334.21 (1) A class member involved in a class proceeding may opt out of the proceeding within the time and in the manner specified in the order certifying the proceeding as a class proceeding.

(2) Le membre est exclu du recours collectif s'il ne se désiste pas, avant l'expiration du délai prévu à cette fin dans l'ordonnance d'autorisation, d'une instance qu'il a introduite et qui soulève les points de droit ou de fait communs énoncés dans cette ordonnance.

(2) A class member shall be excluded from the class proceeding if the member does not, before the expiry of the time for opting out specified in the certifying order, discontinue a proceeding brought by the member that raises the common questions of law or fact set out in that order.

[10] Au paragraphe 42 de l'arrêt *Société canadienne des postes c Lépine*, 2009 CSC 16

[*Lépine*], la Cour suprême du Canada a souligné l'importance de la procédure de notification

dans le cadre d'un recours collectif :

En effet, le recours collectif dépasse le cadre du duel traditionnel entre un demandeur et un défendeur. Dans une procédure collective, le représentant agit fréquemment pour le compte de très grands groupes. Les décisions prises touchent non seulement le représentant et les parties défenderesses, mais aussi, potentiellement, tous les réclamants compris dans les groupes visés par le recours. Une information adéquate devient alors une condition nécessaire de la préservation des droits individuels, qu'impose l'exercice de la procédure collective. La procédure de notification joue un rôle indispensable pour permettre aux membres de connaître les effets sur eux du jugement d'autorisation ou de certification, des droits qu'il leur confère — en particulier la possibilité de s'exclure d'un recours collectif — et parfois, comme en l'espèce, d'un règlement intervenu dans le dossier.

[11] Comme il a été énoncé dans l'arrêt *Lépine*, la procédure de notification est indispensable pour permettre aux membres d'obtenir des renseignements exacts qui leur permettront de comprendre parfaitement les effets qu'aura le recours collectif sur leurs droits et d'envisager la possibilité de s'en exclure.

[12] Le défendeur soutient que les parties seront mieux placées pour fournir un avis plus précis aux membres du groupe lorsque les détails du nouveau programme seront rendus publics. Toutefois, cette position ne tient pas compte du fait que le présent recours collectif est un contrôle judiciaire d'une décision de refus prise dans le cadre du PCST de 2015. On ne sait pas dans quelle mesure la demande de contrôle judiciaire sous-jacente sera touchée par le PCSST de 2019, dont les détails ne sont pas encore connus.

[13] Par conséquent, à mon avis, l'annonce imminente d'un « nouveau programme » n'est pas une raison valable pour ne pas informer les membres du groupe du recours collectif qui se

rapporte au PCST de 2015 et qui a été certifié en novembre 2018. Il est dans l'intérêt supérieur de toutes les parties concernées que l'avis de certification soit notifié sans plus tarder.

[14] Pour s'assurer que les membres du groupe disposent de suffisamment de temps pour examiner tout nouveau programme, on peut fixer une période d'exclusion plus longue.

[15] De plus, si le nouveau programme leur offre une solution de rechange au recours collectif, les membres du groupe seront en mesure de prendre une décision parfaitement éclairée puisqu'ils auront préalablement reçu l'avis de certification.

[16] Les parties se sont en grande partie entendues sur la forme et le contenu de l'avis de certification. Le principal point en litige concernait le moment où l'avis de certification devait être notifié.

[17] Par conséquent, conformément à l'article 334.32 des Règles, j'ordonne que l'avis soit notifié aux membres du groupe. Lorsque les parties ne s'entendaient pas sur le libellé de l'avis et des annexes l'accompagnant, j'ai choisi le libellé des documents du demandeur.

[18] Comme il est possible que le nouveau programme soit annoncé pendant la notification de l'avis aux membres du groupe, j'ai déterminé qu'il était approprié de prévoir une période d'exclusion de 60 jours plutôt que de 30 jours, comme le proposait le demandeur.

Conférence de règlement des litiges

[19] Une conférence de règlement des litiges était initialement prévue pour le 12 mars 2019, mais elle n'a pas eu lieu puisque le défendeur n'était pas en mesure de discuter d'un règlement avant que les détails du PCSST soient annoncés.

[20] Bien que la Cour soit prête à faciliter la tenue d'une conférence de règlement des litiges à court préavis, tant que les détails du nouveau programme ne seront pas divulgués, il est prématuré de fixer une nouvelle date pour une telle conférence.

ORDONNANCE dans le dossier T-1499-16

LA COUR ORDONNE :

1. L'avis de certification, essentiellement en la forme indiquée à l'annexe A, conjointement avec la foire aux questions, essentiellement en la forme indiquée à l'annexe B, doivent être transmis comme suit dans les quatorze (14) jours suivant la présente ordonnance :
 - a. ils doivent être envoyés par les avocats du groupe par la poste et par courriel aux membres du groupe inscrits sur la liste des noms et des dernières coordonnées connues, le cas échéant, que le défendeur doit fournir aux avocats du groupe conformément à l'ordonnance de la Cour du 26 février 2019;
 - b. ils doivent être transmis par courriel ou par la poste à toute personne qui en fait la demande auprès du défendeur ou des avocats du groupe;
 - c. ils doivent être affichés sur le site Web des avocats du groupe;
 - d. ils doivent être affichés sur le site Web du défendeur pour le Programme de contribution pour les survivants de la thalidomide;
 - e. ils doivent être publiés par communiqué de presse par l'intermédiaire du Groupe CNW — Canadian Basic Network.
2. Un membre du groupe peut s'exclure du recours collectif en retournant aux avocats du groupe un formulaire d'exclusion signé, essentiellement en la même forme indiquée à l'annexe C. Le formulaire doit être envoyé par la poste dans les soixante (60) jours

suivant la présente ordonnance (la date limite d'exclusion), le cachet de la poste faisant foi, ou d'une autre façon à l'intérieur de ce délai.

3. Aucun membre du groupe ne peut s'exclure du recours collectif après la date limite d'exclusion, à moins que la Cour ne l'y autorise.
4. Les avocats du groupe devront signifier au défendeur et déposer auprès de la Cour, dans les quatorze (14) jours suivant la date limite d'exclusion, un affidavit dans lequel seront nommées toutes les personnes qui se sont exclues du recours collectif, le cas échéant.
5. Les frais afférents à la notification de l'avis de certification faite en vertu de la présente ordonnance sont à la charge du défendeur.
6. La demande de conférence de règlement des litiges est rejetée.

« Ann Marie McDonald »

Juge

Traduction certifiée conforme
Ce 23^e jour d'avril 2019.

Karine Lambert, traductrice

**SCHEDULE "A"
-NOTICE OF CERTIFICATION**

This notice was approved by the Federal Court

**Did your application to the 2015
Thalidomide Survivors Contribution
Program get rejected?**

**A Class Proceeding May Affect Your Legal
Rights.**

If your application to the 2015 Thalidomide Survivors Contribution Program was rejected by the Federal Government on the basis of failing to provide the required proof of eligibility, you are a class member in this class proceeding.



The class proceeding is known as *Wenham v. Canada*, File T-1499-16.

The class proceeding alleges that the eligibility criteria and evidentiary restrictions imposed by the Thalidomide Survivors Contribution Program were incorrect, unreasonable or unlawful and all rejections on those bases ought to be set aside. The class proceeding is asking that all applications rejected on those bases be reconsidered by the Federal Government using more reasonable criteria.

The Federal Government has responded to the class proceeding and has denied the allegations. The Applicant's allegations have not been proven and the Court has not yet determined the merits of the application.

The Federal Court has appointed Bruce Wenham of Toronto, Ontario, as the representative applicant in this matter. Mr. Wenham may be contacted at: c/o Koskie Minsky LLP, 20 Queen Street West, Suite 900, Toronto, ON, M5H 3R3, 1-866-474-1741.



The definition for the class included in the application is:

"all individuals whose applications to the 2015 Thalidomide Survivors Contribution Program were rejected on the basis of failing to provide the required proof of eligibility."

If you meet this definition, you are automatically included in the class proceeding.

If you do not wish to be included in the application, you must remove yourself by opting-out by [INSERT DATE]. If you opt-out, you will not be entitled to benefit from any remedy ordered if the class proceeding is successful.

*****THIS CLASS PROCEEDING RELATES TO THE 2015 THALIDOMIDE SURVIVORS CONTRIBUTION PROGRAM. YOU MAY APPLY FOR COMPENSATION UNDER THE 2019 CANADIAN THALIDOMIDE SURVIVORS SUPPORT PROGRAM WHETHER OR NOT YOU PARTICIPATE IN OR OPT OUT OF THIS CLASS PROCEEDING. HOWEVER, THE ELIGIBILITY CRITERIA AND EVIDENTIARY REQUIREMENTS OF THE 2019 CANADIAN THALIDOMIDE SURVIVORS SUPPORT PROGRAM HAVE NOT BEEN ANNOUNCED. IT IS NOT KNOWN AT THIS TIME WHETHER THE NEW CRITERIA AND REQUIREMENTS WILL ADDRESS THE CONCERNS OUTLINED IN THIS PROCEEDING.**

To opt-out of the application, you need to fill out an opt-out form, which is available online at <https://kmlaw.ca/cases/thalidomide-survivors-contribution-program-class-action/>, or can be obtained from Class Counsel at the contact information below.

Class members who stay in the class proceeding will be bound by any decision of the Court on the merits and/or by any settlement reached and approved by the Court.

If the Application is dismissed, you are not responsible for any legal costs. If the Application is allowed or is settled by the parties, Class Counsel will seek to have their legal fees deducted from any money ultimately recovered by class members following a re-determination of their applications, based on a contingency fee agreement that is subject to the approval of the court. The lawyers are seeking 25% of any recovery received by class members that is a result of this case.

If you have any questions about the proceeding, this notice or whether you may be a member of the Class, please contact Class Counsel at the contact information provided below. DO NOT contact the Federal Court.

<https://kmlaw.ca/cases/thalidomide-survivors-contribution-program-class-action/>

by phone: 1-866-474-1741

by email: thalidomideclassaction@kmlaw.ca

writing to: **Thalidomide Survivors Contribution Program Class Proceeding, Koskie Minsky LLP, 20 Queen Street West, Suite 900, M5H 3R3**

The Federal Government has responded to the class proceeding and has denied the allegations. The allegations in the application have not been proven and the Court has not yet determined the merits of the application.

4. What is a Class Judicial Review Application?

This class proceeding is a class judicial review application. In a class judicial review application, one or more people called “**Representative Applicants**” apply for judicial review of a decision or order of a federal board, tribunal or other decision-maker that affects a particular group.

When an application has been certified to go forward as a class proceeding, the Court has authorized the Representative Applicant(s) to act on behalf of the “**Class**” or “**Class Members**” who fall within the class definition. The court will then decide the legal issues raised in the case for everyone affected, except for those who exclude themselves from the lawsuit.

The Federal Court has appointed Bruce Wenham of Toronto, Ontario as the **Representative Applicant** in this matter to act on behalf of all individuals whose applications to the 2015 TSCP were rejected on the basis of failing to provide the required proof of eligibility.

The next step in this matter is to determine whether the eligibility criteria and evidentiary requirements of the 2015 TSCP were incorrect, unreasonable and unlawful and whether all applications rejected on that basis should be reconsidered pursuant to more reasonable criteria.

5. Am I a member of the class?

The class is defined as "all individuals whose applications to the 2015 Thalidomide Survivors Contribution Program were rejected on the basis of failing to provide the required proof of eligibility."

If you are not sure whether you meet this definition, contact Koskie Minsky LLP, the lawyers for the Class:

by phone: 1-866-474-1741

by email: thalidomideclassaction@kmlaw.ca

writing to: **Thalidomide Survivors Contribution Program Class Proceeding, Koskie Minsky LLP, 20 Queen Street West, Suite 900, M5H 3R3**

6. What if I don't want to be part of the Class?

If you meet the class definition and do not wish to be a part of the class proceeding you must “Opt Out” before the **[Opt Out deadline]**.

SCHEDULE “B”

**Thalidomide Survivors Contribution Program
Class Application**

**Frequently Asked Questions
March 18, 2019**

BASIC INFORMATION

1. Why did I get this notice?

The Federal Court authorized this notice to let you know that an application for judicial review that may impact you was certified as a class proceeding.

The class proceeding has been brought by Bruce Wenham on behalf of all persons whose applications to the 2015 Thalidomide Survivors Contribution Program were rejected on the basis of failing to provide the required proof of eligibility.

This notice explains the nature of class proceeding and the opt out process.

2. What is the 2015 Thalidomide Survivors Contribution Program?

On May 22, 2015, the Minister of Health announced details of the Thalidomide Survivors Contribution Program (2015 TSCP).

Individuals eligible under the 2015 TSCP received:

1. A tax-free lump-sum of \$125,000.00 to help support immediate health needs;
2. Ongoing support payments, based on level of disability, throughout the course of the individual's lifetime; and
3. Access to the Extraordinary Medical Assistance Fund for assistance with extraordinary health costs.

3. What is the class proceeding about?

The class proceeding alleges that the eligibility criteria and evidentiary restrictions imposed by the 2015 TSCP were incorrect, unreasonable and unlawful.

The class proceeding is asking that all applications rejected on those bases be set aside and reconsidered by the Federal Government using more reasonable criteria.

The Federal Government has responded to the class proceeding and has denied the allegations. The allegations in the application have not been proven and the Court has not yet determined the merits of the application.

4. What is a Class Judicial Review Application?

This class proceeding is a class judicial review application. In a class judicial review application, one or more people called “**Representative Applicants**” apply for judicial review of a decision or order of a federal board, tribunal or other decision-maker that affects a particular group.

When an application has been certified to go forward as a class proceeding, the Court has authorized the Representative Applicant(s) to act on behalf of the “**Class**” or “**Class Members**” who fall within the class definition. The court will then decide the legal issues raised in the case for everyone affected, except for those who exclude themselves from the lawsuit.

The Federal Court has appointed Bruce Wenham of Toronto, Ontario as the **Representative Applicant** in this matter to act on behalf of all individuals whose applications to the 2015 TSCP were rejected on the basis of failing to provide the required proof of eligibility.

The next step in this matter is to determine whether the eligibility criteria and evidentiary requirements of the 2015 TSCP were incorrect, unreasonable and unlawful and whether all applications rejected on that basis should be reconsidered pursuant to more reasonable criteria.

5. Am I a member of the class?

The class is defined as "all individuals whose applications to the 2015 Thalidomide Survivors Contribution Program were rejected on the basis of failing to provide the required proof of eligibility."

If you are not sure whether you meet this definition, contact Koskie Minsky LLP, the lawyers for the Class:

by phone: 1-866-474-1741

by email: thalidomideclassaction@kmlaw.ca

writing to: **Thalidomide Survivors Contribution Program Class Proceeding, Koskie Minsky LLP, 20 Queen Street West, Suite 900, M5H 3R3**

6. What if I don't want to be part of the Class?

If you meet the class definition and do not wish to be a part of the class proceeding you must “Opt Out” before the [**Opt Out deadline**].

Opting out means you will not be bound by any order made by the Court and you will not be eligible for any relief that is provided by the Court if the class proceeding is successful.

You will be able to hire and pay for your own lawyer and commence your own application if you deem appropriate.

If you want to commence your own application you must Opt Out. If you Opt Out, you must abide by all applicable limitation periods and should consult a lawyer.

7. What if I do nothing?

If you do nothing, you will automatically be a part of the Class and you will be bound by any judgment or settlement issued after the hearing, including in respect of legal fees.

8. How do I Opt-Out?

To opt out of the settlement, you must submit an Opt Out Form to the lawyers for the Class. A copy of the Opt Out Form is available at:

<https://kmlaw.ca/cases/thalidomide-survivors-contribution-program-class-action/>

If you have commenced a legal proceeding against Canada relating to the 2015 Thalidomide Survivors Contribution Program, and you do not discontinue it on or before [Opt Out Deadline] you will be deemed to have Opted Out of the Application.

9. Who are the lawyers for the Class?

The lawyers for the Class are: Koskie Minsky LLP of Toronto, Ontario. You can contact the lawyers for the class at thalidomideclassaction@kmlaw.ca or 1-866-474-1741. Please also visit the lawyer's website for this case at: <https://kmlaw.ca/cases/thalidomide-survivors-contribution-program-class-action/> .

If you want to receive advice from another lawyer, you may hire one to your own expense. If you want to opt out and commence your own application and want to hire another lawyer to represent you in that application, you can do so at your own expense.

10. How will the lawyers for the Class be paid?

Legal fees are typically deducted from any compensation that the class ultimately receives as a result of a successful judgment or settlement. The lawyers for the class are seeking 25% of any recovery received by class members that is a result of this case.

The Federal Court will decide the amount of fees and disbursements to award. Class Counsel will not be paid until the Federal Court declares that the proposed legal fees are fair and reasonable.

11. What is the 2019 Canada Thalidomide Survivors Support Program?

On January 9, 2019 the Minister of Health announced that a new program called the Canadian Thalidomide Survivors Support Program for thalidomide survivors (2019 CTSSP). The announcement stated that the CTSSP would provide eligible applicants with an ex gratia payment of \$250,000, ongoing tax-free annual payments based on level of disability and an Extraordinary Medical Assistance Fund (EMAF).

The announcement noted that those survivors already approved and receiving support through the 2015 TSCP will automatically transfer to the 2019 CTSSP, will continue to receive their benefits and will receive an ex gratia payment of \$125,000 to equalize the ex gratia payments to survivors under the two programs.

The Minister of Health noted that the 2019 CTSSP would replace the 2015 TSCP. The Applicant is of the view that the 2019 CTSSP is simply a revision to the 2015 TSCP. That is a matter of dispute between the parties.

While the announcement stated that the 2019 CTSSP would "provide a fair and comprehensive approach to identifying thalidomide survivors that is based on international best practices" no details of the eligibility criteria or evidentiary requirements of the 2019 CTSSP were announced.

As of the date of these FAQs no such details have been announced or shared with the court appointed representative of the class.

The announcement noted that the application period for the CTSSP would launch in spring 2019 and remain open for five years. The announcement noted that more information would be made available when the program is launched.

12. How does the 2019 Canada Thalidomide Survivors Support Program impact this class proceeding?

At this time, it is not clear how the 2019 CTSSP will impact this class proceeding.

While the announcement stated that the 2019 CTSSP would "provide a fair and comprehensive approach to identifying thalidomide survivors that is based on international best practices" no details of the eligibility criteria or evidentiary requirements of the CTSSP were announced. As of the date of these FAQs no such details have been announced or shared with the court appointed representative of the class.

It is not clear to the Representative Applicant whether the eligibility criteria or evidentiary requirements of the 2019 CTSSP will be fair. It is not clear whether the eligibility criteria or evidentiary requirements of the 2019 CTSSP will be fairer than what can be achieved by this class proceeding in relation to the 2015 TSCP.

Based on the announcement of the 2019 CTSSP, it appears possible that a successful reconsideration of an application to the 2015 TSCP will result in eligibility to the 2019 CTSSP and the increase ex gratia payment associated therewith.

Until the details of the 2019 CTSSP are revealed, the impact to this class proceeding is not known. However, the court has appointed a Representative Applicant to act in this

proceeding on behalf of all those who were rejected from the 2015 TSCP on the basis of failing to provide the required proof of eligibility.

13. Does Opting Out prevent me from applying for compensation under the 2019 2019 Canada Thalidomide Survivors Support Program?

The Federal Government's announcement about the 2019 CTSSP suggests that one may apply to the 2019 CTSSP whether or not you participate in or opt out of this proceeding. This class proceeding only relates to the 2015 TSCP.

In addition, based on the announcement about the 2019 CTSSP, it appears possible that a successful reconsideration of an application to the 2015 TSCP will result in eligibility to the 2019 CTSSP and the increased ex gratia payment associated therewith.

13. How do I get more information?

This notice summarizes the Opt Out Process. More details available at:

<https://kmlaw.ca/cases/thalidomide-survivors-contribution-program-class-action/>

You can send your questions to the lawyers for the Class:

by phone: 1-866-474-1741

by email: thalidomideclassaction@kmlaw.ca

by writing to: **Thalidomide Survivors Contribution Program Class Proceeding, Koskie Minsky LLP, 20 Queen Street West, Suite 900, M5H 3R3**

KM-3643869v2

**SCHEDULE "C"
(OPT-OUT FORM)**

TO: Thalidomide Survivors Contribution Program Class Proceeding
Koskie Minsky LLP
20 Queen Street West, Suite 900
Toronto, Ontario M5H 3R3
Tel: 1-866-474-1741
Email: thalidomideclassaction@kmlaw.ca

This is NOT a claim form.

Completing this OPT-OUT FORM will EXCLUDE you from receiving any benefit from a settlement or judgment in the class proceeding named *Bruce Wenham v. The Attorney General of Canada*, Federal Court File No. T-1499-16.

*****THIS CLASS PROCEEDING RELATES TO THE 2015 THALIDOMIDE SURVIVORS CONTRIBUTION PROGRAM. YOU MAY APPLY FOR COMPENSATION UNDER THE 2019 CANADIAN THALIDOMIDE SURVIVORS SUPPORT PROGRAM WHETHER OR NOT YOU PARTICIPATE IN OR OPT OUT OF THIS CLASS PROCEEDING. HOWEVER, THE ELIGIBILITY CRITERIA AND EVIDENTIARY REQUIREMENTS OF THE 2019 CANADIAN THALIDOMIDE SURVIVORS SUPPORT PROGRAM HAVE NOT BEEN ANNOUNCED. IT IS NOT KNOWN AT THIS TIME WHETHER THE NEW CRITERIA AND REQUIREMENTS WILL ADDRESS THE CONCERNS OUTLINED IN THIS PROCEEDING.**

I do not want to participate in the class proceeding styled as *Wenham v Canada*, alleging that the rejection of my application to the 2015 Thalidomide Survivors Contribution Program was unfair, should be set aside and reconsidered.

I understand that by opting-out of this class proceeding, I am confirming that I do not wish to participate in this class proceeding and will not be entitled to benefit from any remedy ordered by the Federal Court if the case is successful. I confirm that if I opt-out, and if I wish to seek judicial review in respect of a decision rejecting my application for compensation under the 2015 Thalidomide Survivors Contribution Program I may be subject to the applicable time limits, and I will be responsible to pursue the application on my own and to hire my own counsel.

DATE: _____

Signature

Print Name

Address

City, Province, Postal Code

Telephone

Email

This Notice must be delivered (or postmarked) by regular mail or email on or before _____, 2019 to be effective.

KM-3630298v3

COUR FÉDÉRALE

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER

DOSSIER : T-1499-16

INTITULÉ : BRUCE WENHAM c LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

LIEU DE L'AUDIENCE : TORONTO (ONTARIO)

DATE DE L'AUDIENCE : LE 26 MARS 2019

ORDONNANCE ET MOTIFS : LA JUGE MCDONALD

DATE DES MOTIFS : LE 28 MARS 2019

COMPARUTIONS :

David Rosenfeld
Janeta Zurakowski

POUR LE DEMANDEUR

Melanie Toolsie
Christine Mohr

POUR LE DÉFENDEUR

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :

Koskie Minsky LLP
Avocats
Toronto (Ontario)

POUR LE DEMANDEUR

Procureur général du Canada
Ministère de la Justice Canada
Bureau régional de l'Ontario
Toronto (Ontario)

POUR LE DÉFENDEUR